

# PORTUGAL :

## la décolonisation

## n'en finit pas

PAR

AQUINO DE BRAGANÇA

*En décembre dernier, le Dr Marcelo Caetano, actuel Premier ministre du Portugal et ancien ministre des Colonies du dictateur Salazar, a prononcé un long discours devant l'Assemblée nationale portugaise. M. Caetano promettait une « importante » modification constitutionnelle devant se traduire par une « plus grande autonomie » des « provinces » africaines.*

*S'agissait-il d'une autodétermination, voire d'une décolonisation du vaste empire portugais en Afrique ? Notre collaborateur Aquino de Bragança fait le point.*

■ Le reflux de la révolution angolaise, après l'éphémère victoire des nationalistes africains, en 1961, a mis un terme à toute illusion sur l'éventualité d'une liquidation rapide du système colonial.

Cette « défaite » était par ailleurs une démonstration par l'absurde que les guerres sectorielles — tel était le cas de l'insurrection dirigée par l'Union des populations de l'Angola (U.P.A.) de Holden Roberto —, quand les mises en ques-

tion de la situation coloniale ne s'insèrent pas dans la stratégie globale, même si elles peuvent inquiéter l'occupant, ne constituent pas une menace sérieuse pour le *statu quo* colonial. Elles peuvent même accélérer un certain « réformisme colonial » et ouvrir ainsi la voie à une réoccupation plus rationnelle des terres conquises, exploitées jusqu'alors par les seuls Africains. C'est ce qui s'est passé dans l'Angola du Nord, où les nouveaux colons (Blancs) se sont approprié, entre autres, 370 000 hectares de terres fertiles cultivées par les paysans indigènes.

Fort opportunément, aujourd'hui, la lutte de libération en Afrique « portugaise » ne s'identifie pas à la « jacquerie » angolaise de mars 1961.

Les nationalistes africains poursuivent maintenant une activité plus cohérente sur les trois fronts de lutte : en Guinée-Bissao, en Angola et au Mozambique. Et les milieux atlantiques « bien-pensants » ne partagent pas l'optimisme naïf des gouvernants de Lisbonne qui affirment tenir la situation bien en main avec la fermeté requise.

On peut même affirmer que, sur le plan tactique, le Portugal a perdu ses guerres africaines, car il a grossièrement surestimé la puissance et l'efficacité de ses forces répressives tout en ignorant les capacités de combat du paysan africain derrière son fusil.

La radio, les transistors, le « walkie-talkie »... bref, les techniques modernes de transmissions, sont devenus pour les maquisards africains des outils précieux qui leur permettent non seulement de ne pas être surpris mais d'avoir souvent l'initiative du combat.

### Trois à cinq ans de service

Pour affronter cette situation, le Portugal a renforcé les effectifs de son armée de répression. Le gouvernement de Lisbonne a décrété, en novembre 1967, que les citoyens âgés de plus de seize ans ne pouvaient plus quitter le pays sans une permission spéciale délivrée par le ministère de la Défense nationale. La durée du service militaire, qui était jadis de 24 mois au maximum, a été portée à trois ans et pourra aller jusqu'à cinq ans. Pour la première fois dans la longue histoire du Portugal, des femmes seront recrutées dans les forces armées pour remplir des tâches autres que celles d'infirmière.

Selon les sources officielles, les forces d'occupation en Angola, Mozambique et Guinée-Bissao totalisent plus de 160 000 hommes. Le gouvernement du Dr Caetano a dépensé plus de 43 % de son budget pour « pacifier ses provinces » africaines, c'est-à-dire la coquette somme de 170 millions de livres sterling, pour la seule année 1969 !

Si l'on en croit le Dr Joao Dias Rosas,

ministre portugais des Finances, les dépenses militaires pour le premier trimestre de 1970 étaient évaluées à 6 700 millions d'escudos (97,4 millions de livres sterling), soit une augmentation de 40,8 % sur la période correspondante en 1969.

Le Portugal, pays « pauvre » (le revenu annuel *per capita* est de 200 livres sterling), pourra-t-il se payer le luxe de poursuivre cette guerre si coûteuse ?

Lors d'un entretien qu'il a accordé, en 1969, au journal brésilien « O estado de Sao Paulo », le Dr Marcelo Caetano a admis que les dépenses militaires étaient importantes mais qu'elles ne dépassaient pas, selon lui, les moyens du pays, et que celui-ci pouvait « continuer » à mener une « vie normale » et à poursuivre l'exécution du troisième plan du développement national pour les années 1968-1973.

### Main-d'œuvre au rabais

Le Dr Caetano a peut-être de bonnes raisons pour justifier son optimisme.

Que son pays soit sous la botte d'une sanglante dictature n'empêche pas des milliers de touristes d'apporter chaque année au Trésor portugais des sommes considérables.

En 1969, d'autre part, les émigrés ont adressé à leurs familles restées au Portugal plus de 130 millions de livres sterling.

L'appui militaire et financier des puissances de l'O.T.A.N., dont le gouvernement du Dr Caetano est un partenaire privilégié, l'aide considérablement à poursuivre impunément le génocide en Afrique. Dans ce contexte, et pour ne parler que des Etats-Unis, le Dr Rui Patricio, jeune ministre des Affaires étrangères portugais, qui a effectué une visite à Washington, en novembre dernier, aurait obtenu de M. Nixon un prêt substantiel « pour mettre sur pied un programme de financement du développement économique portugais ».

En 1969, Caetano réclamait de Washington 200 millions de dollars pour l'approbation des accords concernant la base des Açores occupée par les Etats-Unis depuis la dernière guerre mondiale et considérée par le Pentagone comme une des trois bases clefs pour la défense américaine dans l'Atlantique. Nixon avait trouvé alors la somme exorbitante. A-t-il changé d'avis aujourd'hui ?

D'autre part, les investissements ouest-allemands se sont accrus plus rapidement au Portugal que ceux d'aucun autre pays de l'Europe occidentale. « *L'attrait du Portugal, ce sont les bas salaires* », disait à juste titre la revue « International Business » pour expliquer ce « boom ». En effet, la main-d'œuvre qualifiée est payée au Portugal de 25 à 30 % moins qu'en France.



Les maquisards africains connaissent les armes modernes. (Photo droits réservés)

Toutefois, une question se pose : le Portugal du Dr Caetano pourra-t-il renforcer le potentiel humain de son armée de répression pour « neutraliser » les nationalistes africains sans remettre en question la « croissance économique » du Portugal métropolitain ?

### Le plus bas depuis 1961

La réponse à ce problème peut donner la clef de l'avenir du Portugal de Caetano.

Car la crise économique s'accroît en métropole. Le poids de la guerre coloniale se fait sentir chaque jour d'une façon plus aiguë, sous des formes diverses. L'inflation est inquiétante (environ 3 % pour chaque année de guerre). L'indice des prix alimentaires est passé de 116 à 130 pendant les quatre premiers mois de 1970. Le taux de formation du capital fixe a été, au cours des quatre dernières années, plus bas que celui de 1965. Celui de la croissance du produit national brut a baissé progressivement au cours des trois dernières années, passant, selon les statistiques officielles (très exagérées), de 7,7 % à 4,7 % en 1969, alors que les prévisions du plan étaient qu'il se stabilise aux environs de 7 % !

La balance des paiements — comblée aux trois quarts grâce aux devises qu'apportent les touristes — révèle, certes, un surplus ; mais celui-ci fut, en 1969, le plus bas depuis 1961.

Le flux de capitaux privés à long terme venant de l'extérieur est tombé de 40 millions de livres sterling en 1968 à près de zéro en 1969-1970 !

### Des générations ?...

Sur cette crise de conjoncture se greffe une crise chronique et structurelle : c'est la crise agraire. Soixante-douze propriétaires fonciers détiennent deux fois plus de terres que n'en possèdent conjointement 400 000 « petits propriétaires » paysans. Ces lopins de terre situés en grande partie au nord du pays, n'étant pas économiquement rentables, sont pratiquement abandonnés par les paysans qui émigrent vers les grandes villes ou vers l'étranger. Dans certains villages, il est difficile de trouver des jeunes gens en âge de travailler. Ils ont tous pris le chemin d'un « Eldorado » européen (France, Allemagne). Ainsi, au cours des années 1960-1970, plus d'un million de Portugais (une fraction importante de la main-d'œuvre semi-spécialisée) a quitté le pays. Selon un idéologue du régime, M. Mario Murteira, les conditions de vie absolument insuffisantes des Portugais dans leur propre pays sont en définitive la seule et unique cause que l'on puisse retenir pour justifier l'émigration. Bref, ce phénomène de dépérissement des campagnes est accompagné par une « prospérité de la dépopulation » des centres urbains.

L'inquiétude grandit dans les milieux dirigeants de Lisbonne face à la détérioration économique et financière qui résulte en grande partie de la situation africaine. Ainsi, dans un document datant de février dernier, signé par les deux « eurocrates modernistes » et antisalazaristes notoires, collaborateurs du Dr Caetano, M. Xavier Pintado, secrétaire d'Etat au Commerce, et M. Salgueiro, sous-secrétaire à la Planification économique, on lit un diagnostic sévère. « La société portugaise se trouve devant la nécessité d'accomplir des transformations profondes lui permettant de se libérer de structures dépassées, de manière à pouvoir assurer les formes de progrès nécessaires à la création d'une société pluraliste. L'absence de forces sociales capables de telles transformations et la prééminence de groupes et d'institutions fondamentalement préoccupés du maintien de leurs intérêts et de leurs privilèges conduisent à une relative stagnation sociale. »

A l'opposé, si l'on peut dire, le point de vue des « faucons » n'est pas tellement différent. De l'avis du général de brigade Kaulza de Arriaga, expert portu-

gais de la stratégie antiguerrilla et commandant en chef du corps expéditionnaire au Mozambique, « le faible revenu par habitant du Portugal compromet gravement la défense du pays ».

La politique du Dr Caetano, lui-même ancien ministre des Colonies, marque-t-elle une évolution par rapport à celle de son prédécesseur Salazar ?

« Il n'y a pas une politique Salazar ni une politique Caetano. Il y a une politique du peuple portugais. L'Afrique est sa chose. Il l'aime comme une partie de lui-même », confiait tout récemment le nouveau Premier ministre portugais à un porte-parole du patronat français (1).

— Mais croyez-vous pouvoir tenir bon face au monde entier qui vous est hostile ? lui demandait son interlocuteur.

— Nous faisons évoluer les Africains vers les responsabilités de façon à mettre en place une formule fédéraliste. Il y faudra du temps. Il y faudra des générations... »

Mais Caetano n'aperçoit-il pas que cette défense intransigeante de l'empire comporte le risque de l'accentuation de la crise économique ?

« Notre agriculture est en crise constante, dit-il, notre industrie manque de dimension et de dynamisme, notre commerce extérieur est sans imagination... »

### Aussi longtemps que Salazar ?

Alors comment comprendre la politique ultra-nationaliste ? La classe dirigeante portugaise est consciente que l'effet cumulatif de la guerre coloniale et la « croissance sans développement de son économie » peut déboucher sur une grave crise annonçant la fin du régime, d'autant plus que le gros de la bourgeoisie dite nationale est engagé dans la « sale » guerre coloniale et réalise d'énormes bénéfices de la présence portugaise en Afrique.

C'est à cause même de cette vulnérabilité qu'elle défend à outrance son pouvoir et oppose une résistance acharnée aux revendications légitimes du nationalisme africain et aux mouvements revendicatifs des masses laborieuses portugaises.

Faut-il croire que Caetano durera aussi longtemps que son prédécesseur Salazar ? Et que le vaste empire portugais est intangible ?

Ou faut-il attendre que la crise de l'économie portugaise conduise à l'auto-destruction du caetanisme lui-même ?

A terme, cette dernière éventualité est évidemment probable. A moins que Lisbonne ne décide de changer de cap pour gagner du temps. ▲▲▲

(1) René Sédillot dans « la Vie française », 6 juin 1969.